

rabbins, universitaires. Le but, dit Abou Mazen en citant des noms de partis, le but est Ratz, Chass, Degel Hatora, Mapam, le Likoud. (...)

La direction de la centrale palestinienne joue sur tous les plans. Si elle échoue, elle disparaît. Côté Likoud, il n'y a aucun dirigeant assez courageux pour négocier. Abou Mazen dresse un portrait assez déplorable des hommes politiques israéliens. David Lévy : éternel numéro 2. Arens : ne comprend rien à ce qui est en faveur des Palestiniens. De plus, il est américain. Shamir : mentalité de terroriste. Pérès : manque des qualités d'un leader. Rabin : peut-être le seul à comprendre. Sharon : il emploie des travailleurs arabes dans sa propriété, mais il ne comprend pas les Palestiniens. Malgré cela, reconnaît Abou Mazen, Sharon peut surprendre. Dans son pragmatisme, il y a une lueur d'espoir.

Mais le grand espoir, c'est la jeune génération du Likoud. C'est en tout cas elle que vise la direction de l'OLP, car elle lui semble être une force ascendante. « Si vous rencontrez Ehud Olmert ou Dan Meridor, dites-leur de ma part que j'ai vu les cassettes vidéo de leur campagne électorale. Je les ai vus de mes propres yeux et entendus de mes propres oreilles dire que si l'OLP acceptait la résolution 338, ils seraient prêts à parler avec l'OLP. Arafat a été déjà très loin. Pourquoi ne parlent-ils pas eux aussi ? Où est leur crédibilité ? »

Depuis cinq ans, Simone Bitton, juive marocaine franco-israélienne, détentrice de trois passeports, tisse des liens entre les juifs séfarades et l'OLP. « Enfin, cette rencontre a pu avoir lieu autour d'une même table. Si la proposition d'élections dans les territoires a renvoyé la balle dans le camp de l'OLP, la rencontre de Tolède lance aussi une balle dans le camp oriental. Les Orientaux devront affronter non pas leurs adversaires politiques, mais la population des quartiers défavorisés et des villes de développement. C'est peut-être la grande chance de la société israélienne. » Mais ce ne sera pas facile pour eux. Un exemple :

les deux rabbins orientaux du colloque, Moshe Swissa et David Malka, ont reçu le dernier jour du colloque le fac-similé de la déclaration du grand rabbin d'Israël condamnant leur initiative.

« Nous sommes venus parler de la Tora, se sont empressés de répondre les deux rabbins. Nous avons agi au nom de la Tora d'Israël et pour le bien du peuple d'Israël. » Aussi peut-on escompter de nouvelles attaques de ce type contre les Orientaux en Israël.

(...)

Il ne reste plus dorénavant qu'à attendre. Il est bien sûr impossible d'organiser une nouvelle rencontre de ce type. Même Abou Mazen a tout dit : « Les Palestiniens sont une réalité. Les Israéliens ne pourront pas indéfiniment cacher le soleil dans leurs mains et dire qu'il ne brille pas. Asseyons-nous et parlons, ce que nous demandons ne va pas au-delà de la logique. Les États-Unis, l'Europe et la communauté juive internationale sont d'accord pour négocier. C'est un moment historique et nous déclarons notre volonté de dialoguer à tous les niveaux, sans conditions préalable. Nous ne voulons pas que les Israéliens continuent à penser comme au temps de Massada. Nous sommes au XX^e siècle. »

La sincérité d'Abou Mazen est caractéristique soit des perdants incorrigibles, soit des gagnants sans émules. Seul le Likoud peut décider, et telle est bien la réalité, si Abou Mazen et ses amis seront des gagnants ou des perdants...

Zvi GILAT
Hadashot, 7 juillet 1989.

WASHINGTON CROIT EN SHAMIR

« Lorsque George Bush s'est installé à la Maison Blanche, il a hérité d'un dialogue avec les Palestiniens. Mais il n'avait rien à leur dire parce qu'il n'avait pas vraiment défini une politique moyen-orientale. Puis Yitzhak Shamir est venu et lui a offert un cadeau : un programme électoral. L'État

*américain avait enfin une politique (...)
Mercredi soir, Shamir a pris le cadeau.* »

Ainsi s'est exprimé la semaine dernière un membre éminent du Congrès américain. Pris ? Ces mêmes personnalités à Washington qui n'étaient ni en vacances, ni parties avec le secrétaire d'État en Asie ou avec le président Bush en Europe se sont âprement battues ces derniers jours avec le cadeau de Shamir. Le porte-parole du Département d'État, monsieur Charles Boucher, s'est vu chargé de convaincre tout un régiment de journalistes sceptiques que dans le Likoud, il n'y avait rien de nouveau. Voici quelques extraits de son intervention :

Boucher : Comme vous le savez, le cabinet israélien a adopté une proposition de paix en mai. L'action du cabinet reflète la position du gouvernement israélien.

Question : Vous sous-entendez que la déclaration de Shamir ne reflète pas la position du gouvernement israélien...

Boucher : J'ai dit que nous négocions avec des gouvernements...

Question : Vous ne pensez pas que ces conditions influenceront sur les élections proposées ?

Boucher : « Influenceront » est un terme très vague. Nous tenons compte de ce que nous a proposé le gouvernement israélien.

Question : Shamir fait partie du gouvernement. Il en est le chef de file...

Boucher : Exact, il est son chef de file. Mais nous traitons avec le gouvernement, pas seulement avec une partie du gouvernement...

Question : Mais Shamir n'est-il pas en quelque sorte le capitaine du bateau ?

Question supplémentaire : Vous voulez dire que la déclaration publique du Premier ministre israélien ne reflète pas l'opinion de tout le gouvernement ? C'est ce que vous insinuez ?

Boucher : ...

Question : Shamir est le chef du gouvernement israélien...

Boucher : Oui, je peux le confirmer.

Question : ... Et il parle au nom des deux partis. Tous deux s'entendent sur le

fait qu'il est le chef du gouvernement israélien et il l'est effectivement...

Boucher : Shamir est le chef du gouvernement israélien. Mais il a aussi prononcé un discours dans un meeting de parti, et je ne veux pas m'immiscer dans la politique interne des partis israéliens.

Sans doute Boucher témoignait-il là du malaise du « 6^e étage » (département du Moyen-Orient), qui reflétait à son tour le malaise du « 7^e étage » (département de la programmation politique dirigé par Denis Ross).

L'idylle entre le Département d'État et Yitzhak Shamir est née dans l'ombre de deux conceptions contradictoires. Les politiciens qui ne connaissent pas l'histoire tendent à croire que tous les de Gaulle quitteraient l'Algérie, que tous les Nixon se réconcilieraient avec la Chine et que tous les Begin évacueraient le Sinaï. Peu avant la visite de Shamir à Washington, en mars dernier, George Bush a déclaré devant des leaders de la communauté juive que Shamir pourrait être comme Nixon. C'est dans cet esprit que James Baker a félicité Shamir lors de la victoire du Likoud aux élections municipales. La deuxième thèse affirme quasiment le contraire : l'époque des grands leaders au Moyen-Orient est révolue. Aucun Sadate ne franchira plus le Rubicon et aucun Begin ne brisera plus les tables de la loi. Les dirigeants moyens qui n'ont pas besoin de faire de grands gestes pour être crédibles sont préférables. Ils ne feront la paix que lentement et dans la douleur. Quoi qu'il en soit, Shamir est devenu un partenaire indispensable. Sans doute l'Administration américaine n'a-t-elle pas prié chaque jour pour sa sauvegarde politique, mais on sait déjà qu'elle ne prie plus pour Shimon Pérès.

(...)

Il y a eu ensuite le discours du Premier ministre devant le comité central du Likoud. Une heure après, à Washington, on essayait de calmer les esprits : rien de grave n'était arrivé, on allait essayer de modérer ses propos sur Jérusalem-Est...

Des fonctionnaires du Département d'État ont confirmé devant des journalistes israéliens la grande victoire de Shamir ; dorénavant on pouvait souffler.

C'est le spécialiste du Moyen-Orient au Département d'État qui a su expliquer pourquoi « *il ne fallait pas perdre son optimisme, au moins à ce stade : certes, Shamir a prononcé un discours devant les membres de son parti. Certes, il a pris des engagements. Mais il s'est aussi engagé lors des pourparlers pour la coalition puis il a dit à ses camarades : " Désolé, impossible de réaliser mes promesses. "* »

Il est difficile de ne pas rappeler à ce propos l'interview de David Magen, publiée dans l'hebdomadaire *Haïr* du 30 juin 1989. Questionné sur le fait que Shamir s'était engagé devant David Lévy à nommer Eliahou Ben-Elissar à un poste ministériel, Magen aurait déclaré : « *Quelle promesse à Ben-Elissar ? Il n'y en a aucune. Je peux vous rapporter ce que Shamir m'a dit lui-même : il a promis à Lévy de faire rentrer Ben-Elissar dans le gouvernement, mais j'ai rétorqué que dans ce cas, je me présenterai contre lui au comité central. Et bien sûr il aurait perdu. Le Premier ministre a répondu que la promesse faite à Lévy n'était valable que le jour même. Puis il a annoncé aux médias que son candidat était David Magen.* »

Si donc Denis Ross est inquiet, il peut appeler David Magen qui lui donnera une leçon bénéfique, telle qu'on en donne rarement dans une faculté de science politique américaine.

Yoav KARNI
Haaretz, 9 juillet 1989.

LE MONDE S'EN BALANCE

(...) Le véritable champ de bataille de l'*Intifada* se situe aujourd'hui sur les écrans télévisés de Londres, Bruxelles, New York ou Rome. Mais depuis quelques mois, le soulèvement y est relégué au second plan. « *C'est très cruel,*

mais un enfant tué, ce n'est déjà plus de l'actualité », note Mike Sposito, de l'agence Visnews, dont les images sont diffusées sur 1,6 milliard d'écrans télévisés dans le monde entier. Seuls des actes de terrorisme particulièrement sanglants ou spectaculaires, tels que le meurtre de la rue de Jaffa ou la catastrophe de l'autobus, ont réussi à ramener l'*Intifada* à la une des journaux.

Si la thèse selon laquelle les guerres du XX^e siècle se règlent dorénavant sur les écrans télévisés est vraie, les insurgés peuvent avoir des inquiétudes sur le sort de ce dernier conflit : non seulement la télévision israélienne ne joue plus son rôle (« *Si on voyait ici les images qu'on montre à Toronto, le processus aurait progressé à un autre rythme* », affirme Sposito), mais les téléspectateurs de Los Angeles, par exemple, voient beaucoup moins l'*Intifada* que l'année dernière. Moins d'images signifie moins d'émotion, donc moins d'urgence au niveau de l'action. « *S'il y a 100 blessés à Gaza, c'est comme si rien n'était arrivé* », dit Elias Zananiri, de W.T.N.

Deux facteurs expliquent ce processus. Toute histoire médiatique vieillit avec le temps et fatigue les lecteurs. « *Ce n'est plus nouveau, alors ça passe tout naturellement dans les dernières pages* », explique Dan Williams, correspondant du *Los Angeles Times* en Israël. Parallèlement, la fermeture progressive des territoires a aussi son importance. Lentement, discrètement, et sans déclarations fracassantes susceptibles de soulever la colère des médias, Tsahal empêche les équipes de rentrer dans les territoires avec des caméras. « *Je ne me souviens plus quand nous avons filmé à Naplouse pour la dernière fois, mais je sais qu'il y a là-bas beaucoup d'événements importants* », ajoute Sposito.

Cette semaine, les équipes de l'agence anglaise W.T.N. venues filmer la destruction des maisons des suspects du meurtre de Zalman Shlein ont été arrêtées bien avant d'arriver à leur destination. « *Souvent ils nous arrêtent avant même qu'il*